

Communiqué du SGPA-CGT Midi-Pyrénées

Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage !

Les agents de Midi-Pyrénées ont appris avec consternation les données inscrites dans le rapport du sénateur Gaillard.

Ce n'est pas la première fois que l'INRAP subit des attaques qui relèvent plus du dogme que de la réalité de l'activité archéologique.

Dès 2001, le projet de loi sur la création de l'établissement public était déjà bancal pour la partie financement, déjà dénoncé à l'époque par la CGT.

En 2003, ce fût l'ouverture à la concurrence avec les conséquences palpables sur les sites archéologiques (sites fouillés à hauteur du financement et non à hauteur de la prescription ...).

Et que dire de la RAP qui ne rentre pas, de son assiette et de des exonérations scandaleuses dont bénéficient des aménageurs comme les lotisseurs !

Tout cela a contribué à créer de l'instabilité dans un établissement qui venait de naître et qui aurait dû recevoir de la part de l'Etat un soutien sans faille.

Ya basta !

Aujourd'hui, c'est encore un coup terrible que porte l'Etat en projetant de réduire les moyens de l'INRAP déjà considérablement amputés. C'est le fonctionnement même de l'établissement qui est en danger avec pour conséquences des mesures négatives sur l'emploi des personnels. Démonstration a déjà été faite que moins de moyens, c'est du patrimoine qui part à la poubelle !

Ce qui est clair, c'est que la création du service public de l'archéologie porté par l'ensemble de son personnel se veut une structure échappant aux valeurs du monde marchand et un endroit où la science prenne enfin la place qui lui revient.

C'est pourquoi les personnels demandent à ce que soient trouvées des solutions pérennes qui garantissent l'indispensable activité de recherche dans un cadre serein.

Ils demandent également des emplois dans la filière scientifique à hauteur des prescriptions émises par les Services Régionaux d'Archéologie, des vraies augmentations de salaires et un cadre serein dans lequel accomplir leurs missions.

**On est pas dupe ! C'est l'Etat qui organise, par son incompétence à pouvoir régler les problèmes qu'il a lui-même engendré, la destruction du service public de l'archéologie.
C'est donc à lui de les réparer !**

Toulouse, le 30 novembre 2010